

Le « Développement Durable »,  
*Fondement d'une nouvelle philosophie politique ?*

\*

Jean-Paul Bois-Magnac  
Vice président de l'AFSCET

\*

Issues d'une réflexion initiée par le Club de Rome en 1972, les thèses d'un Développement « Durable » gagnent en crédibilité. La Conférence Mondiale sur l'Environnement, la COP21, tenue à Paris en 2015, en est l'une des manifestations les plus tangibles. Mais ce concept reste flou. De quoi s'agit-il ? D'écologie, d'économie, de politique ?

Issue de l'écologie, mais ayant désormais investi le champ de l'économie et du politique, il devient de plus en plus difficile d'en délimiter le champ. C'est pourquoi cette introduction se limite à l'examen de son impact sur l'émergence d'une nouvelle philosophie politique et à son rôle de contrepoids à l'idéologie libérale dominante.

En effet, au-delà d'une réaction épidermique liée au « saccage de la Nature », le *Développement durable* met en avant quelques principes nouveaux à même de formuler, pour la première fois, un Contrat social au niveau de la planète tout entière. Ainsi, l'idée neuve d'une responsabilité envers les générations à venir, même si elle n'est pas encore explicitement inscrite dans nos Constitutions, progresse et témoigne de la pertinence de cette attitude aussi innovante que positive.

Nous soulignerons aussi que les principes du Développement Durable véhiculent une critique radicale de l'idéologie libérale. Depuis la *Chute du Mur* et la « Fin de l'histoire », cette idéologie (car c'en est bien une) règne sans partage sur la planète. Son credo socio-darwinien, postule qu'il est juste, à l'image d'une « lutte pour la vie », « que le meilleur gagne ». Le Développement Durable affirme au contraire l'interdépendance absolue de tous les acteurs et que le devoir d'une société réellement démocratique est de « Soustraire le faible à l'appétit insatiable du fort ».

C'est à travers cette notion de limitation des « prédatons » de toutes natures que le Développement Durable représente la véritable arme idéologique en mesure de contrer les ravages de l'ultra-libéralisme. Ainsi, la mise en œuvre des principes du Développement Durable serait une réponse pertinente et efficace aux violences économiques, sociales et culturelles imposées par la globalisation ultra-libérale.

Au cours de ces premiers Entretiens organisés par l'AFSCET à l'ENA, nous espérons que l'approche systémique montrera toute sa pertinence.

Décembre 2016

## ***La Philosophie politique, fil rouge de cette réflexion***

« La philosophie politique est la branche de la philosophie ... relative(s) au pouvoir politique, à l'État, au gouvernement, à la loi, à la politique, à la paix, à la justice et *au bien commun* entre autres » (Wikipedia).

En quoi la démarche conceptuelle et pratique véhiculée par les thèses du Développement Durable posent les fondements d'une « bien commun » authentiquement universel ? Il semble que l'enjeu, face au phénomène de la globalisation, d'affirmer un consensus sur les règles du « Vivre ensemble sur une petite planète » en fournit la réponse la plus nette ...

## ***La lente prise en compte de l'environnement***

Cette vision renouvelée des rapports de l'homme avec son environnement n'est pas sortie *prête à l'emploi* d'un penseur visionnaire ou même d'un groupe restreint de personnes. Si la formulation moderne du concept peut être attribuée aux travaux du *Sommet de la Terre* de 1992 d'autres voix, dans le passé, avaient mis en doute les vertus d'une croissance indéfinie.

En effet, bien que l'objectif fût différent, la question d'une régulation par les ressources avait déjà été posée par les pères de l'économie classique. Ainsi, dès la première révolution industrielle, **David Ricardo**, imprégné des thèses de **Thomas Malthus**, envisageait d'une façon très *cybernétique* un modèle économique postulant l'atteinte d'un équilibre entre facteurs de production et de consommation. Ce modèle, dit de *l'état stationnaire*, aurait été arbitré indirectement par les propriétaires fonciers, les détenteurs de la *rente*.

Mais cette approche mécaniste ne convenait pas à **John Stuart Mill**, économiste contemporain de Ricardo, plus sensible aux réalités sociales. Tout en admettant la justesse de l'analyse, il lui donnait un autre éclairage, proche des vues actuelles du *Développement durable* :

« *La maximisation d'un facteur économique ne constitue pas un idéal de civilisation* ».

Ainsi, dès les prémices d'une réflexion sur le rôle de l'économie, des voix s'étaient élevées pour introduire la **dimension éthique**. Aujourd'hui, face à l'hégémonie de l'idéologie libérale, cette réflexion inaugurale sur les mécanismes régulateurs montre toute son acuité. Plus proche de nous, en 1968, l'UNESCO, à l'initiative de **Michel Batisse**, scientifique français, avait lancé le premier programme mondial sur « l'Homme et la Biosphère » (MAB).

Mais les années soixante sont encore celles des "*Trente Glorieuses*". Ni l'emploi, ni la globalisation, ne sont motifs d'inquiétude. Reprenant à leur compte les constatations des scientifiques spécialistes des biotopes, les écologistes lancent les premières alertes. C'est donc tout naturellement que le programme MAB prend une forte coloration écologiste.

Enfin, en 1987, le **Rapport Brundland** établit les premiers principes du Développement Durable. Intitulé *Notre avenir à tous* (Our Common Future), ce texte servira de base de travail aux délégués du premier **Sommet de la Terre**, organisé en 1992 à **Rio de Janeiro**.

On y lit notamment :

« Le développement durable est un mode de développement répondant aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. »

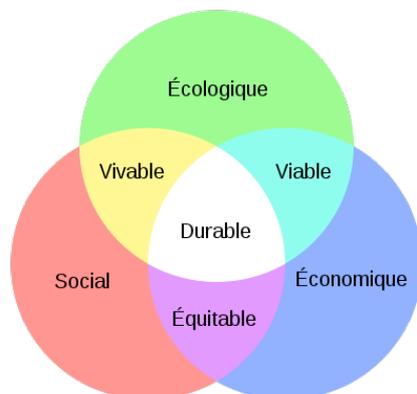
Tout, ou presque, est dit ! Mais surtout, le Rapport se montre nettement moins intransigeant que le Rapport du **Club de Rome de 1972**, préconisant « Halte à la Croissance ! ». Celui-ci prévoyait en effet vers l'an 2100 une chute brutale de la population à cause des diverses pollutions, de l'appauvrissement et la raréfaction des sols cultivables et celle des ressources énergétiques.

## *Comment le concept se présente-t-il aujourd'hui ?*

Notons d'entrée que son champ d'application procède d'une vocation universelle :

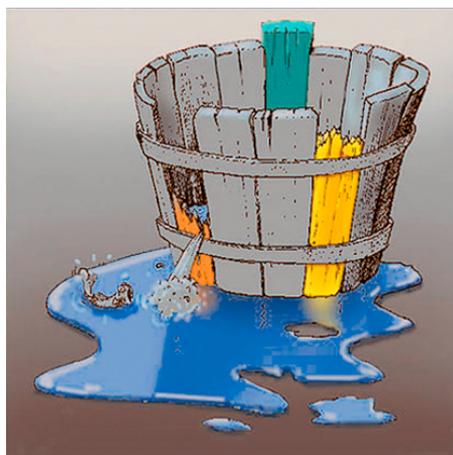
« Le développement durable est une nouvelle conception de **l'intérêt public**, appliquée à la **croissance économique** et **reconsidérée à l'échelle mondiale** afin de prendre en compte les aspects **environnementaux** et **sociaux** d'une **planète globalisée** » (Wikipedia).

Soulignons également son approche systémique. Une représentation graphique est particulièrement parlante à cet égard :



A travers leurs intersections, elle montre bien les interactions entre les trois pôles : économique, social et écologique.

Une autre métaphore fameuse du Développement Durable est celle du Baquet<sup>1</sup>. Elle marque clairement l'interdépendance des différents facteurs. Elle souligne que, dans les systèmes complexes, les sous-ensembles vitaux du système (comme les organes vitaux d'un organisme), sont tous importants. Rien ne sert d'avoir un niveau optimum sur l'un des piliers si d'autres éléments (e.g. le social ou l'environnement) sont dégradés ou défailants. Le niveau de qualité de l'ensemble est donc déterminé par la « planche la plus basse » du baquet.



<sup>1</sup> Ce modèle, imaginé dès 1828, a été popularisé par le chimiste allemand Justus von Liebig vers 1850. Il s'appliquait à l'origine aux besoins nutritifs des plantes.

## ***L'évolution de la notion de régulateurs en philosophie politique***

Bien qu'elle soit consubstantielle à notre Espèce, la violence reste intolérable. Or, l'Histoire l'a prouvé, en l'absence de mécanismes régulateurs, elle se développe sans frein. Face à cette éprouvante réalité, les sociétés humaines se sont efforcées, siècles après siècles, de la bannir ou tout du moins de la réguler. C'est la fonction la plus fondamentale de la Loi.

Comment éviter l'arbitraire, comment restreindre l'appétit des plus puissants ? Ces questions sont à la base de toute réflexion politique depuis que les hommes vivent en société.

En rédigeant leurs textes intemporels, les pères fondateurs<sup>2</sup> de la philosophie politique gardaient sûrement à l'esprit cette formule toujours actuelle : « le pouvoir absolu corrompt absolument<sup>3</sup> ! »

Cette idée puissante et généreuse de la défense des faibles était déjà inscrite dans les livres de Moïse. La Torah rappelle aux juifs qu'ils furent esclaves en Egypte et qu'ils ne doivent pas reproduire cette situation. Le texte leur prescrit donc des devoirs très stricts envers les esclaves, les étrangers, la veuve et l'orphelin, les pauvres ...

C'est le fameux : " ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on fasse à toi-même ".

Sa formulation plus *laïque*, plus *politique*, serait :

**« Soustraire le faible à l'appétit insatiable du fort ».**

C'est sous l'égide de cette injonction morale que la plupart des *mécanismes régulateurs* de nos sociétés ont été fixés. Ils visaient uniquement à garantir aux citoyens des droits constitutionnels censés les protéger de la tyrannie. Ainsi, notre système démocratique, en soustrayant, pour l'essentiel, le citoyen à l'arbitraire du pouvoir politique, a *régulé* la *société civile*.

L'ensemble de ces prescriptions forme un « *Contrat social* ». Les deux plus célèbres sont la *Déclaration d'Indépendance* des Etats-Unis d'Amérique de 1776 et la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* de 1789.

Or, en deux siècles, le besoin de régulation s'est déplacé. Les Etats-Nations qui avaient émergés à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, voient leur souveraineté, c'est à dire leur capacité à décider de leur « vivre ensemble », battue en brèche. Désormais, le *pouvoir économique* l'emporte sur le *pouvoir politique*. La globalisation et la financiarisation de l'économie débordent de toutes parts les systèmes politiques en place, montrant depuis 1990, leur incapacité à réguler cette violence économique. Et ses effets se font d'autant plus ressentir que l'individu, dans nos sociétés au moins, est passé du statut de citoyen à celui de consommateur. On verra plus loin par quels mécanismes pervers cette mutation s'est opérée et quelles en sont les conséquences.

Or, pour la première fois dans nos cultures occidentales, le *Développement durable* propose une vue patrimoniale et non plus consumériste des ressources de la planète. Prenant en compte la préservation des conditions environnementales des générations futures, il laisse entrevoir la possibilité d'une régulation efficace de la prédation économique.

Issu de la pure rationalité économiste, le Développement Durable s'appuie sur des principes **éthiques**. Si ils tardent à s'imposer c'est que la sphère économique reste tributaire d'une logique de court terme. Son expression la plus visible, la *violence économique*, souvent insidieuse, parfois insoutenable, en est l'expression la plus palpable.

Le « *Développement durable des sociétés humaines* » passe donc par la prescription d'un ensemble de règles qu'un Pouvoir politique digne de ce nom se doit de faire appliquer afin de limiter les « violences » de l'économie globalisée.

---

<sup>2</sup> Notamment : Bodin, Grotius, Hobbes, Locke, Montesquieu, Rousseau ...

<sup>3</sup> " Le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt absolument " Lord Acton (1834-1902).

## ***Contrairement à l'échange librement consenti, la prédation implique la violence.***

Ainsi, le développement durable porte en filigrane une critique radicale de l'économie libérale et notamment de son attitude prédatrice. Prédatrice de ressources naturelles, prédatrice de forces de travail, prédatrice de cultures ...

Examinons donc la notion de prédation et les violences qui l'accompagnent.

### **Violence économique**

Posons ce postulat :

**« Une "violence économique" s'exerce quand le développement sans contrôle des forces productives menace un patrimoine. »**

• *Forces productives* désignent les processus de création de *valeur ajoutée*. Ceux-ci s'appliquent autant aux **produits** (e.g. ceux de la première révolution industrielle), qu'aux **services** (e.g. ceux de la Net-économie). Ainsi, le transport aérien met en œuvre des "forces productives" -les millions de litres de kérosène brûlés dans l'atmosphère-, dont les effets néfastes sont désormais mesurables.

• *Patrimoine* recouvre l'idée d'une transmission, la moins altérée possible, d'un bien, *matériel* ou *immatériel*, aux générations futures. Jadis limité à une communauté restreinte (la famille le plus souvent), le terme s'applique désormais à l'humanité tout entière. Ainsi, l'UNESCO décrète certaines productions des civilisations ou de la nature "Patrimoine de l'Humanité".

Avec la prise de conscience de la fragilité des écosystèmes, le terme prend encore de l'extension puisqu'il recouvre les **ressources non-renouvelables** (énergies fossiles) et la **biodiversité**.

Nous reviendrons plus loin sur la violence économique liée à l'idéologie libérale.

### **Violence envers la Nature**

La relation qu'entretient la culture occidentale avec la nature est largement déterminée par sa tradition judéo-chrétienne. Le texte fondateur de la Genèse recèle des injonctions qui, prises au pied de la lettre, justifient par avance toute agression, licite ou non au règne vivant :

« Faisons l'homme à notre image, [...], et qu'il domine sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel, sur les bestiaux, sur toutes les bêtes sauvages et sur tous les reptiles qui rampent sur la terre » Gen 1-26. Cette injonction divine<sup>4</sup> est renouvelé à Noé, premier sauveteur de la biodiversité : « ...fructifiez et multipliez-vous, pullulez sur la terre et dominez sur elle ». Gen 9-7.

Nantis de cette caution sacrée, les *pionniers* du grand ouest américain, avec l'exploit «sportif» pour seule justification, exterminèrent les bisons, patrimoine parcimonieusement exploité par les Indiens. C'est probablement avec le même sentiment de ne pas contrevenir aux ordres divins que les marins, débarqués au XVIIIe siècle dans l'archipel des Mascareignes, massacrèrent à coup de bâtons, jusqu'au dernier, sans les consommer, les inoffensifs *dodos*<sup>5</sup>.

Plus proches de nous, certains agriculteurs désignent encore les rapaces et autres prédateurs par le vocable de « nuisibles».

D'autres cultures développent une relation à la nature bien différente. Sans évoquer le cas extrême du Jaïnisme, secte dissidente du Brahmanisme, respectueuse de la vie jusqu'au vertige, les voix Amérindiennes, prêchant une totale harmonie avec la « mère terre », recueillent une écoute attentive. En septembre 1977, une délégation représentant quatre-vingt-dix nations indiennes, éparpillées sur quinze pays, proclamait son Credo au Palais des nations à Genève. Les propos tenus témoignaient du fossé entre leur relation à la nature et la nôtre :

---

<sup>4</sup> « Dieu créa l'homme à son image ... mâle et femelle il les créa ... Dieu leur dit : « fructifiez et multipliez-vous, remplissez la terre et soumettez-la ; dominez sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel et sur tout être vivant qui rampe sur la terre » Gen 1-28.

<sup>5</sup> Des drontes, volatiles de la taille d'un dindon, incapables de voler.

« Nous respectons les quatre éléments de base de la vie que sont le Feu, la Terre, l'Eau et l'Air. L'homme Blanc joue avec le feu et le met en paquets pour le faire exploser, il viole notre mère la Terre en la creusant, en la tailladant et en la souillant. Il tue l'eau et toute vie dedans en y déversant des déchets et du pétrole ... il pollue l'air que nous respirons ... »

Avant même que les scientifiques forgent le mot, les Indiens pratiquaient l'écologie.

Dans l'opinion publique, la prise de conscience de la fragilité de la planète date, non d'un rapport alarmiste ou de la mise en garde d'une quelconque organisation, mais de la contemplation des images de la planète bleue, rapportées par la **mission Apollo** en 1969. Cette petite boule perdue dans le noir de l'espace était bien notre seul esquisse pour le long voyage qu'il nous restait encore à accomplir ...

La révélation du caractère irremplaçable de notre éco-système fut immédiate. Hélas, depuis cette prise de conscience, la liste des désastres écologiques n'a cessé de s'allonger ...

## **Violence contre les Hommes**

Depuis près de deux cents ans, la régulation sociale a été assurée dans le cadre de la **souveraineté** territoriale des Etats-nations. Or la délocalisation systématique des productions conduit à un *dumping social* généralisé face auquel les modes classiques de régulation se révèlent inaptes à maintenir des formes suffisamment contraignantes pour qu'elles demeurent efficaces.

Ainsi, le passage du **territoire** à l'**espace électromagnétique**<sup>6</sup> favorise une compétition entre bassins d'emploi qui tourne au désavantage des travailleurs les mieux protégés. Les Etats-nations peinent alors à imposer leurs propres règles sociales, garantes du "bien-être" collectif.

Car les errements de la globalisation conduisent les plus ardents défenseurs du libéralisme économique à instruire son procès. Et les membres du *World Forum* de Davos ne sont pas les derniers ! Déjà, en 1996, l'économiste **Eric Boucher** s'interrogeait<sup>7</sup> sur le pouvoir du politique face à celui de l'économie :

« L'idéologie française - le sens commun en réalité - veut que la politique domine l'économie, car elle seule peut en corriger les excès naturels. Livré à lui-même, le marché creuse les inégalités et la fracture sociale. Les « trente glorieuses » d'après-guerre n'ont-elles pas démontré qu'un certain interventionnisme keynésien avait donné à la France le deuxième meilleur taux de croissance de la planète après le Japon ? La prépondérance du politique ne correspond-elle pas à son histoire et à sa tradition jacobine ? La période actuelle, cruelle aux pauvres, ne vient-elle pas aiguïser la nécessité du combat de la politique contre l'économie, de la démocratie contre le tout-marché ? »

Son constat est vite sans appel :

« L'Etat recule partout. La France se bat à reculons puis cède, bastion après bastion, sous la pression de l'économie capitaliste. L'Europe est libérale. Les privatisations et les déréglementations privent l'administration de ses instruments régaliens. Les firmes préfèrent choyer leurs actionnaires en se focalisant, à l'américaine, sur la Bourse, plutôt que de devenir « *citoyennes* », à la française, ... Les grèves n'empêchent pas les entreprises de services publics de se comporter, pas à pas, « *comme les autres* »

Face à l'impuissance d'une régulation "locale", l'idée se fait jour que celle-ci devrait opérer au niveau "global", en dehors des limites territoriales du contrat social traditionnel. A ce titre, l'action spectaculaire des anti-mondialistes à la réunion de l'OMC à Seattle peut être considérée comme la "nuit du 4août" de l'une "révolution idéologique" planétaire en gestation.

Depuis, les Mouvements de Alter-mondialistes et des Indignés ont pris le relais ...

---

<sup>6</sup> Cet espace électromagnétique, abolissant temps et distances, c'est le **Cyberspace**, infrastructure privilégiée de la "Net économie".

<sup>7</sup> Le Monde du 6 janvier 1996 : « La politique sous le joug de l'économie ».

## *Violences directes*

Dans les pays européens les mieux lotis, l'exploitation brutale de la force de travail a peu à peu reculé sous l'effet des luttes sociales, indissociables de l'histoire du mouvement ouvrier. En France, les mécanismes régulateurs entre « capital » et « travail », furent institutionnalisés dans l'immédiat après-guerre sous les auspices des grands principes d'une éthique sociale issue de l'esprit de la Résistance.

Malgré la force légale de ce dispositif, des territoires de non-droit subsistent où cette violence directe s'exerce en dehors du contrôle de l'Etat. C'est le cas du travail clandestin, encouragé (ou recherché) par les deux parties, l'employeur et l'employé.

En dehors des pays pratiquant un « *Etat de droit social* », combien laissent s'exercer une violence économique brutale, incompatible avec notre sentiment de justice sociale.

Il est difficile, quand on est un tant soit peu informé de la marche du monde, d'ignorer que nos chaussures de sport sont fabriquées en Extrême-Orient, dans des conditions très dures, par des enfants de moins de quatorze ans. La satisfaction des consommateurs des pays riches pourra-t-elle se traduire indéfiniment par l'exploitation éhontée d'une main-d'œuvre corvéable à merci ?

Les nombreuses "casserolles" accrochées à l'image de marque de Nike, témoignent d'un revirement de l'opinion publique. L'interview de **Michael Moore**<sup>8</sup>, ancien ouvrier et réalisateur du film "*The Big one*", sur les formes sauvages de l'exploitation dans les pays en voie de développement -comme d'ailleurs aux Etats-Unis-, est particulièrement percutante. Il rappelle que **Nike** a versé jusqu'à 20 millions de dollars par an à **Michael Jordan** pour assurer la promotion de sa marque, c'est-à-dire plus que la masse salariale des 30.000 ouvriers indonésiens qui fabriquent ses chaussures.

Cette forme de contestation, apparentée aux mouvements de contre-culture des années soixante-dix, trouve de nouveaux relais dans le cyberspace. Les slogans-chocs du livre « No Logo » de **Naomi Klein**, journaliste américaine et *passionaria* de l'anti-mondialisation, ont été repris par une multitude de sites<sup>9</sup> dont le rôle déterminant dans l'organisation de la contre-manifestation au sommet du **G7** d'octobre 1998 a amplement démontré la capacité de mobilisation au niveau planétaire.

## *Violences insidieuses*

La piste des *violences insidieuses* renvoie à la tradition philosophique de l'**aliénation**. Initialisée par **Feuerbach** et **Marx** (fétichisme de la marchandise<sup>10</sup>), elle fut approfondie par **Lukacs** (concept de réification) et revisitée par **Marcuse** (l'Homme unidimensionnel).

La thèse est simple : le producteur est doublement aliéné. Aliéné par l'obligation de vendre sa force de travail pour obtenir les marchandises nécessaires à la reproduction de ses conditions de survie ; aliéné par la fascination qu'exercent ces mêmes marchandises sur son imaginaire. Le « niveau de vie » des producteurs s'accroissant, l'aliénation s'est raffinée. Ainsi, Marcuse a recours aux concepts freudiens pour démonter l'aliénation spécifique à la « société de consommation ».

Dans cette tradition, **Guy Debord** marque une rupture. En montrant qu'une aliénation *brutale / insidieuse* est véhiculée par le *spectacle*, il exprime, dans une fulgurante prémonition, le passage d'une économie de la *marchandise* à celle du *service*, de l'*immatériel* à celle du *rêve éveillé*.

« Toute la vie des sociétés dans lesquelles règnent les conditions modernes de production s'annonce comme une immense accumulation de spectacles. Tout ce qui était directement vécu s'est éloigné dans une représentation<sup>11</sup> ».

<sup>8</sup> Réalisée par Samuel Blumenfeld. Le Monde du 10 novembre 1999.

<sup>9</sup> [www.nologo.org](http://www.nologo.org), [www.adbusters.org](http://www.adbusters.org), ...

<sup>10</sup> « La domination du capitaliste sur l'ouvrier est, par conséquent, la **domination de l'objet sur l'homme**, du travail mort sur le travail vivant, du produit sur le producteur, puisque les marchandises, qui deviennent des moyens pour dominer l'ouvrier (...), ne sont que les résultats et les produits du processus de production. Dans la production matérielle, véritable processus de la vie sociale - qui n'est autre que le processus de production - nous avons exactement le même rapport que celui qui se présente, dans le domaine idéologique, (...): **le sujet transformé en objet** et vice-versa. » K. Marx, Grundrisse.

Les techniques raffinées du **marketing** sont les vecteurs efficaces de cette forme *d'aliénation douce*, de cet «éloignement» dans la «représentation» du citoyen/consommateur. Elles agissent par l'oblitération de son sens critique.

Voici un exemple illustratif de ce mécanisme pervers. Il est extrait d'une affiche vantant les mérites d'un yaourt aux fruits qui exhibait ce slogan :

« **Le meilleur dans l'abricot, c'est le yaourt !** »

Dans un premier temps, l'énoncé de cette formule publicitaire banale ne suscite aucune réaction. Puis, peu à peu, le côté étrange de la formulation -l'inversion des substances constituantes du produit : l'abricot et le yaourt-, laisse percer la perversité de la tournure. Celle-ci se présente en effet comme une proposition logique et affirmative : LE xxxx C'EST xxxx. Or, en *bonne logique*, une proposition est soit vraie, soit fausse, soit indécidable. En l'occurrence, elle est rigoureusement "a-logique". Quel esprit sensé peut admettre que le meilleur d'un fruit soit un produit fabriqué à partir du lait ? Dès l'instant où nous trouvons cette formule "marrante", le marketing a gagné ! En annihilant notre l'esprit critique il a oblitéré notre capacité à résister à ses injonctions.

Là réside sa puissance à faire de nous des consommateurs « aliénés ». Victimes d'une aliénation certes « douce » mais terriblement efficace.

Dans un autre registre, l'*obsession de l'apparence*, dont des millions de femmes et d'hommes sont victimes, illustre aussi très bien cette *puissance d'injonction* de la société de consommation autour des "valeurs" qu'elle entend promulguer.

La manifestation de cette **violence insidieuse** se traduit alors par la consommation anormalement élevée de médicaments psychotropes : tranquillisants, anxiolytiques, antidépresseurs...

Dans un pays comme la France, où nos contemporains accèdent, pour la plupart, à une multitude de biens et de services, ce signe traduit mieux que tout autre les effets de cette aliénation.

### ***L'idéologie libérale et son Credo en un Darwinisme social***

L'idéologie marxiste-léniniste, la seule qui fit réellement contrepoids à l'idéologie libérale, pensait s'être affranchie de toute référence à la morale humaniste, celle qui met l'Homme comme référence absolue. On sait ce qu'il en advint ...

L'idéologie libérale contourne habilement l'exigence humaniste en nous faisant accroire que l'Homme, malgré tout, reste dans un statut de nature. Elle ne proclame rien d'autre quand elle affirme, dans une forme de sélection naturelle, la « lutte pour la survie » et « que le meilleur gagne » ! Selon cette vision, la lutte pour la survie serait un facteur de progrès social.

Initiée par Herbert Spencer en 1857<sup>12</sup>, cette vision politique sera reprise par Murray Rothbard et Robert Nozick, les «Papes » du mouvement *Libertarien* aux Etats-Unis. Cette doctrine, qualifiée aussi d'Anarcho-capitaliste, sert de base théorique à l'ultra-libéralisme, point de convergence d'une société libérale sans régulateurs. Rappelons que dans la vision Libertarienne, l'Etat n'existe plus. C'est le marché et le marché seul qui régule des rapports humains. Ainsi, la Justice, la Défense, l'Education, la Monnaie deviennent des « services » soumis à la loi de l'offre et de la demande ... Ça ne vous rappelle rien ?

Ce darwinisme social est intolérable. C'est la négation, par une poignée de prédateurs « conscients et organisés », de plusieurs millénaires d'affirmation que la société des hommes doit protéger le plus faible. Il est d'ailleurs révélateur que les grandes traditions religieuses<sup>13</sup> s'invitent avec véhémence dans le débat et réaffirment le primat de l'éthique sur tout autre considération.

---

<sup>11</sup> La société du spectacle. Gallimard. Réédition 1992. Cf le concept de « spectaculaire intégré ».

<sup>12</sup> Progress, its law and causes.

<sup>13</sup> voir <http://www.delaplanete.org/Un-appetit-insatiable.html> (pasteur évangéliste).

## ***Dans quelle mesure la philosophie véhiculée par le DD peut freiner les dérives ultra-libérales ?***

Avons-nous répondu à l'affirmation du début :

« Le "Développement Durable", *fondement d'une nouvelle philosophie politique ?* »

Pas encore de façon convaincante ! Rien n'est plus difficile à cerner et à contrer qu'une idéologie qui refuse de se qualifier comme telle !

De notre point de vue, l'affrontement idéologique entre deux conceptions du « Vivre ensemble », n'a pas encore eu lieu, en ce sens que les principes éthiques contenus dans le Développement Durable n'ont pas encore atteint la masse critique en mesure de contrer l'idéologie libérale dominante.

En revanche, une multitude de contre-feux émergent, discrets dans leurs manifestations, variés dans leurs formes, sur tous les continents, dans toutes les couches de la société.

Ces mouvements sont renforcés par la crise économique qui se propage en vagues toujours plus puissantes sur l'ensemble de la planète.

Recensons-en quelques uns.

Le plus connu est le Mouvement Altermondialiste. Il prit son essor en 1999 à Seattle, l'occasion de la manifestation que nous avons évoquée précédemment contre le sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce. Cette première épreuve de force, sera suivie de bien d'autres, souvent très violentes, comme les émeutes anti-G8 de Gênes en 2001.

Historiquement, Seattle est intéressant pour deux raisons :

- Les participants sont venus du monde entier avec une volonté affichée de non-violence.
- Pour se coordonner, les manifestants ont utilisé les mêmes outils que la globalisation sauvage qu'ils dénoncent.

Dans la continuité de cette action, un premier Forum Social Mondial a vu le jour en 2001 à Porto Alegre. Ce mouvement universel proclame : « [ses initiatives] visent à faire prévaloir, comme nouvelle étape de l'histoire du monde, une mondialisation solidaire qui respecte les droits universels de l'homme, ceux de tous les citoyens et citoyennes de toutes les nations, et l'environnement, étape soutenue par des institutions et des systèmes internationaux démocratiques au service de la justice sociale, de l'égalité et de la souveraineté des peuples<sup>14</sup>. »

Les revendications portent sur : « l'abolition de la dette du Tiers Monde, la taxation des transactions financières, la suppression des paradis fiscaux, le moratoire sur les OGM, le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes, l'égalité effective entre hommes et femmes, la défense et l'extension des services publics, la priorité à la santé, à l'éducation et à la culture et la sauvegarde de l'environnement... »

Elles ont été revendiquées par de nombreuses associations : « Marche mondiale des femmes, Attac, Focus on Global South, Via Campesina, Comité pour l'Abolition de la Dette du Tiers Monde, etc » ...

---

<sup>14</sup> *Négativité et utopie du mouvement altermondialiste*. Michael Lowy. Blog sur Mediapart.

### *L'extension du domaine de la lutte ...*

Plus récemment, le Mouvement des Indignés, apparu en Espagne en 2011, se réclamant du manifeste du Français **Stéphane Hessel**, « Indignez vous ! », s'est hissé au sommet des audiences médiatiques.

Une fois encore, ses caractéristiques marquent une nette rupture avec les formes traditionnelles<sup>15</sup> de ce genre d'organisation.

- *Le mouvement est horizontal, (aucune hiérarchie en principe entre les participants)*
- *Le mouvement n'est lié à aucun parti politique ou organisation syndicale.*
- *Le mouvement est non-violent.*
- *Le mouvement transcende les classes sociales.*

On voit ainsi, à l'image de l'insaisissable économie libérale, se développer des mouvements d'opposition que l'on peut qualifier de *viraux*.

Plutôt qu'un affrontement traditionnel gauche/droite, démocrates/républicains ou (plus archaïque) bourgeois/prolétaires, ces mouvements transcendent toutes les catégories.

En prenant pour base des valeurs humanistes et en œuvrant pour les générations futures, ne mettent-ils pas en œuvre les principes éthiques contenus dans le Développement Durable ?

L'avenir apportera sûrement la réponse.

JPBM  
Décembre 2016

---

<sup>15</sup> Rappelons-nous par exemple, le Mouvement pour la Paix des années cinquante, largement téléguidé depuis Moscou